



# EXECUTIVE SUMMARY

## CARTOGRAPHIE DES RISQUES SECTORIELS DE L'ÉCONOMIE TUNISIENNE – T1 2023

### Cadre général

Depuis 2011, la croissance économique de la Tunisie n'a jamais retrouvé son niveau d'avant la révolution, oscillant entre 1 et 2% par an, en dépit du besoin en emplois. La crise financière de 2008 avait déjà réduit la croissance à environ 2%, et la pandémie de 2020 a aggravé la situation avec une contraction de -8,6%. Les années récentes ont exposé les vulnérabilités du modèle économique tunisien malgré une croissance positive, et l'année 2023 s'annonce difficile en raison des défis liés à l'inflation et au déficit commercial.

### Croissance économique

L'économie nationale a enregistré une croissance annuelle du PIB réel au taux de 2,4 % pour 2022, en glissement annuel. Par rapport au quatrième trimestre de la même année, le PIB en volume et corrigé des effets des variations saisonnières a augmenté de 1,6%. Cette croissance de l'activité reste à nuancer, dans la mesure où la croissance bénéficie encore essentiellement d'une reprise technique de la production dans les secteurs notamment l'hébergement et la restauration 21,4%, l'industrie du textile, d'habillement et du cuir 14%. Alors que l'affaiblissement vient surtout de l'extraction de pétrole et du gaz -10,5% et du secteur de la construction près de -10%. Ceci montre que la chute du PIB en 2020 n'a été que partiellement absorbée jusqu'à maintenant. Ainsi, la dynamique de rattrapage et la récupération de l'activité dans certains secteurs pourraient s'étaler sur la période 2021-2024.

### Finances publiques

La faiblesse de la reprise économique en Tunisie a exacerbé la pression sur les finances publiques, malgré la réduction du déficit budgétaire (5,2% du PIB prévus par la loi de finance pour 2023, contre 7,6%, 7,6% et 9,7% respectivement en 2020, 2021 et 2022). Les recettes fiscales pour l'année 2023 s'élèvent à 40 536 MDT, alors qu'elles étaient de 35 449,4 MDT en 2022, soit une augmentation de 5 086,1 MDT contre 5 044,6 MDT et un accroissement en pourcentage de 14,3% contre 16,6%. Cette hausse, au terme de l'année 2023, serait soutenue essentiellement par l'affermissement des impôts indirects (en hausse de 3 186,6 MDT par rapport à 2022 contre 3 335,2 MDT par rapport à 2022/2021).

### Endettement

La dette publique tunisienne est passée de 55,4% du PIB en 2015 à 79,4% du PIB en 2022, avec une prévision de 76,7% en 2023 (estimation officielle tunisienne). Depuis 2022, et au regard des prévisions en matière de solde budgétaire, l'Etat a augmenté ses recettes d'impôts, de même pour les tarifs du carburant, après des négociations jugées fructueuses avec l'UGTT (accord sur l'augmentation des salaires de la fonction publique de 3,5%, jugé non contraignant et raisonnable par Le FMI). Selon les résultats provisoires de l'exécution budgétaire 02/2023, la dette de l'État devra passer à 124,568 milliards de dinars pour 2023 contre 114,8 milliards de dinars pour fin 2022. La dette par habitant s'établit à 3 603,9 dollars en 2023 contre 3 323,12 dollars en 2022. Cet endettement était de l'ordre de 1 694 dollars en 2010. Cette tendance à l'augmentation de la dette publique met en relief les défis financiers auxquels le pays est confronté.

## Paiement et commerce extérieur

La balance courante s'est soldée, en 2022, par un déficit en net creusement pour se situer à -12,4 milliards de dinars, soit 8,5% du PIB (contre -7,8 milliards de dinars et 6% du PIB une année auparavant). Ce résultat est imputable à l'élargissement du déficit commercial (FOB-CAF) de 55,6% par rapport à 2021 pour s'établir à 25,2 milliards de dinars. Toutefois, la nette progression des recettes touristiques (+83,1%) et de celles du transport (+108,7%), ainsi que la consolidation des revenus du travail (+9,9%) ont permis d'alléger, dans une large mesure, les pressions exercées sur le compte courant. Par ailleurs, les entrées nettes de capitaux se sont consolidées en 2022 pour atteindre 11,8 milliards de dinars (contre +8,2 milliards de dinars une année auparavant) en relation, essentiellement, avec le repli des paiements au titre du remboursement du principal de la dette extérieure à MLT (-20%). Parallèlement, les flux entrants des investissements directs étrangers ont enregistré une hausse (+20%) et les dons accordés à la Tunisie ont plus que doublé en 2022.

## Activités monétaires

Le déficit courant de la balance des paiements a été relativement maîtrisé (5,9% du PIB contre 6% en 2020) en dépit de l'élargissement du déficit commercial suite à l'accroissement des importations liées à l'évolution de la demande intérieure et aux intrants industriels, conjugué à l'envolée des prix internationaux de l'énergie et des céréales. Cette évolution a été compensée partiellement par la hausse des exportations, notamment des industries manufacturières exportatrices. Par ailleurs, le net affermissement des revenus du travail (+29,4%) et, à moindre degré, des recettes touristiques (+15,1%) a permis de redresser, dans une large mesure, le déséquilibre du compte extérieur courant.

## Investissement

Les prévisions d'augmentation des investissements du Budget Économique ne se concrétisent pas comme attendu, malgré des variations notables par secteur. Les importations alimentaires connaissent une hausse significative, tandis que d'autres indicateurs montrent des fluctuations mineures. Les intentions d'investissement baissent, en particulier dans l'industrie. Les Investissements Directs Étrangers rebondissent de 20%, en particulier dans les services et l'industrie manufacturière, tandis que le secteur de l'énergie recule. Bien que les investissements étrangers dans l'industrie diminuent, les projets de services étrangers augmentent. La France demeure le principal contributeur aux IDE, suivi par le Qatar et l'Italie. La majorité des IDE sont concentrés dans le Grand Tunis et le Nord-Est.

## Inflation

Le taux d'inflation a confirmé sa tendance à la hausse, au cours de 2022, en s'établissant à 10,1% en décembre après 9,8% en novembre et 9,2% en octobre. Cette progression est expliquée, essentiellement, du côté des produits alimentaires (malgré la légère baisse de 14,6% contre 15,1% en novembre), ainsi que des prix du transport (11,8% contre 8,9%). En moyenne annuelle, l'inflation s'établit à 8,3% en 2022 contre 5,7% en 2021.

## Emploi

La faiblesse de la reprise économique en Tunisie a exacerbé le problème du chômage bien que la variation entre les deux derniers trimestres de 2022 soit nulle. Ceci concerne aussi bien les hommes (12,9% contre 13,2%) que les femmes, pour qui le chômage reste, néanmoins, largement plus élevé (20,1% contre 20,4%). Au final, la comparaison des deux périodes indique un sauvetage de 101 500 postes. Les jeunes et les régions de l'ouest sont les plus touchés dans ce contexte de faible reprise. En effet, le taux de chômage des jeunes âgés entre 15 et 24 ans est de 38,8% et a baissé de 1,2 point de base sur la même période en 2021.



# EXECUTIVE SUMMARY

## ANALYSE SECTORIELLE

### Agriculture et pêche

En 2022, le secteur agricole et de pêche s'est redressé à la suite de son déclin en 2021. Cependant, la balance commerciale alimentaire a enregistré un déficit supérieur. Malgré cet aspect, le secteur a démontré sa résilience, bien que le taux de couverture ait légèrement fléchi au cours de l'année.

### Industries manufacturières

Concernant le secteur des industries manufacturières, la progression a touché tous les secteurs en 2022 et 2023 (à date). Ainsi, l'amélioration de ce secteur, du point de vue structure, a concerné, notamment, les industries exportatrices, à savoir l'industrie mécanique et électrique (+29%) et les industries agroalimentaires (+24%), outre l'amélioration des industries de textile d'habillement et de cuirs (+19%). Le secteur affiche 5,3% au T1 2022, 4,7% au T2 2022, 3,9% au T3 2022 et 6,4% au T4 2022.

### Industries non manufacturières

Les industries non manufacturières affichent une croissance annuelle moyenne négative sur la période 2010-2020 (-3,3%). La chute de la production du pétrole, du gaz naturel et des phosphates, causée par les protestations et les tensions sociales et l'absence d'investissements étrangers, sont à l'origine de cette dégradation. Ainsi et depuis 2015, la branche Bâtiment & Génie Civil accapare la part la plus élevée du total de la valeur ajoutée des industries non manufacturières. L'industrie non manufacturière enregistre une croissance de -5,7% au T1 2022, après une croissance de 9,7% en 2021, de -8,4% au T2 2022, -5,5% au T3 2022, -11,6% au T4 2022, et -7,8% en 2022.

### Services marchands

Sur la période 2010-2020, les services marchands ont profité du mouvement haussier du secteur tertiaire, avec une croissance continue provenant du commerce, des services financiers et des télécommunications. La croissance moyenne des services marchands, sur la période 2014-2019, s'est établie à 2,4%. Ce secteur a également subi les répercussions de la pandémie du COVID-19 et sa croissance a été tirée vers le bas en 2020, de -14,6%. Le secteur touristique a réalisé une saison record en 2019. Les services marchands ont enregistré une croissance de 3,4% en 2021 et 3,4% en 2022 grâce aux services d'hébergement et de restauration, et du transport ; tendance consolidée au cours du premier trimestre 2022, pour atteindre 4,1% grâce, notamment, aux activités touristiques, 6,5% au T2 2022, 7,2% au T3 2022 et 4,2% au T4 2022.

### Services non marchands

Les activités non marchandes ont réalisé une croissance rapide, immédiatement après 2011, suite aux opérations économiques à caractère social et à l'intégration d'un grand nombre de chômeurs dans l'effectif administratif. Depuis 2017, cette croissance a été rationalisée ; cependant, le rythme moyen, sur la période 2014-2019, reste élevé, à 1,9% avant de se replier de 3,7%, en 2020.

Fin 2020, les services non marchands contribuent au PIB à hauteur de 18,3%. Le TCAM a atteint 2,81% sur la période 2010-2019. En 2020, le secteur n'était pas en mesure de préserver sa croissance et sa valeur ajoutée a subi une contraction de 3,7% pour s'établir à 16 166 MTND. Les services non marchands ont atteint, pour le dernier exercice clos (2022), 16 717 MTND de valeur ajoutée globale pour l'économie tunisienne.